

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

## Journal **de** Palestine Dossier

N° 565 du 31.12.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

#### 1 Dossier

1-1 Abbas : la dissolution de l'Autorité palestinienne envisagée en cas d'échec des négociations de paix.

1-2 Processus de paix: les Palestiniens enterrent les propositions de Clinton.

1-3 David Cronin : Avec ses équipements, Volvo permet la torture et renforce l'occupation.

1-4 Le ministère des Legs pieux met en garde contre une guerre idéologique imminente.

#### 2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Fadwa Nassar : Prisonniers palestiniens lourdement condamnés.

2-2 1 million (1.000.000) de Palestiniens ont été détenus depuis 1967 par les forces d'occupation israéliennes.

2-3 10.000 palestiniennes emprisonnées par Israël depuis le début de la colonisation.

2-4 Mario Correnti - L'AP de Ramallah emprisonne et torture pour tenter d'éliminer le Hamas en Cisjordanie.

#### 3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

3-1 Robert Bibeau : Il est parfois très difficile en politique (particulièrement au Proche-Orient), de démêler la vérité du mensonge.

3-2 Mounir Shafiq : Les formes de lutte et l'expérience palestinienne.

#### 4 Annexe

4-1 Le 23ème anniversaire du Hamas, riche expérience et espoir de la nation

4-2 Fêtant son 23ème anniversaire, le Hamas renouvelle son serment de défendre les droits et les constantes du peuple palestinien.

4-3 23ème anniversaire du Hamas : La popularité du Hamas est en nette ascension

#### 5 Conférence

5-1 Chomsky : la sauvagerie de l'impérialisme états-unien.

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 1-1 Abbas : la dissolution de l'Autorité palestinienne envisagée en cas d'échec des négociations de paix.

Le président Abbas a déclaré samedi que la dissolution de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et du régime d'autonomie palestinien serait une option envisagée en cas d'échec des négociations de paix.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision satellitaire officielle palestinienne (Palestine TV), M. Abbas a déclaré avoir informé plusieurs fois les Israéliens qu'il pourrait dissoudre l'Autorité palestinienne en cas d'échec des négociations de paix.

Suite au refus israélien de geler la construction de colonies dans les territoires palestiniens, les autorités palestiniennes ont suspendu les négociations de paix directes et menacé d'utiliser d'autres options diplomatiques au cas où Israël insiste sur sa position.

M. Abbas a également ajouté que l'administration américaine l'avait informé qu'elle poursuivrait ses discussions avec Israël sur le gel de la colonisation et la reprise des négociations de paix directes, actuellement dans l'impasse.

"Je n'accepterai pas de poursuivre les négociations avec Israël, si ce dernier reprend la construction des colonies", a-t-il répété, ajoutant qu'il était prêt à discuter des problèmes de sécurité et de frontières avec Israël durant la période de trois mois proposée par les Etats-Unis pour la reprise des négociations.

Les Etats-Unis ont proposé une initiative, selon laquelle Israël ne gèlera la construction des colonies qu'en Cisjordanie, mais pas à Jérusalem, pour trois mois, en échange de la reprise, pendant cette période, des négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens.

"Le choix de la partie palestinienne est de tenir des négociations de paix directes avec Israël, mais ces négociations devraient être fondées sur une base claire et globale concernant tous les territoires palestiniens, y compris Jérusalem", a déclaré le dirigeant palestinien.

"Je ne peux accepter de rester président d'une Autorité qui n'existe pas en cas de poursuite de l'occupation israélienne", a-t-il déclaré.

"S'ils veulent poursuivre l'occupation, qu'il en soit ainsi, et par conséquent, Israël sera entièrement responsable des territoires palestiniens en tant qu'Etat d'occupation", a menacé M. Abbas.

Il a également appelé les Etats-Unis à coopérer avec d'autres parties soutenant le processus de paix au Moyen-Orient, comme l'Europe, la Chine, le Japon et les Nations Unies, "parce que tous souhaitent la paix, souhaitent des négociations et souhaitent régler le problème de la colonisation", a souligné le président palestinien.

<http://french.cri.cn/781/2010/12/05/304s233862.htm>

2010-12-05

[http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680855/Abbas\\_menace\\_de\\_dissoudre\\_l'Autorite\\_palestinienne.html](http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/680855/Abbas_menace_de_dissoudre_l'Autorite_palestinienne.html)

---

## 1-2 Processus de paix: les Palestiniens enterrent les propositions de Clinton.

Déçus par l'administration Obama, les Palestiniens ont de facto enterré les dernières propositions américaines de relance du processus de paix moribond, pour tenter à la place d'obtenir une reconnaissance internationale de l'Etat palestinien sur les frontières de 1967.

Pour le négociateur palestinien Nabil Chaath, le processus de paix est dans un "coma profond" et les tentatives de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton pour le ressusciter sont "totalement inutiles" en l'état.

"Ce processus de négociation n'a plus la moindre crédibilité", a déclaré M. Chaath samedi, qualifiant l'"exercice de futile et ridicule" et parlant même de "nausée" devant l'impasse due, selon lui, à l'intransigeance du gouvernement Netanyahu et à l'impuissance de Washington.

"Je ne pense pas que nous allons reprendre les négociations de sitôt", a-t-il prédit. Les pourparlers directs, relancés le 2 septembre à Washington, sont suspendus depuis l'expiration le 26 septembre d'un moratoire sur la colonisation.

"Nous nous sommes consacrés aux négociations pendant près de 20 ans et aujourd'hui nous sommes pris au piège d'un processus qui n'a rien changé à l'occupation", a souligné un autre négociateur palestinien, Saëb Erakat.

Les Palestiniens ne décolèrent pas depuis l'échec cuisant de Washington dans sa tentative d'obtenir un nouveau gel des colonies. Les Américains ont abandonné l'idée, après un embarrassant marchandage avec le Premier ministre israélien.

Sa stratégie en miettes, Mme Clinton propose une nouvelle approche: des négociations indirectes sur les questions de fond (frontières, réfugiés, Jérusalem).

Mais, soutenus par la Ligue arabe, les Palestiniens ont signifié aux Etats-Unis qu'une reprise des négociations avec Israël était exclue sans gel de la colonisation, mettant la pression sur Washington pour présenter une "offre sérieuse".

Les négociations proposées par Mme Clinton sont "totalement inutiles sans termes de référence", a insisté M. Chaath. Pour renouer le dialogue, les Palestiniens réclament des références politiques claires, comme la fin de l'occupation des Territoires palestiniens occupés en 1967 et Jérusalem-Est pour capitale. Ils demandent aussi la

reconnaissance de l'Etat palestinien à l'intérieur des frontières de juin 1967, avant la guerre des Six-Jours, moyennant des échanges mineurs de territoire. Désillusionnés, les responsables palestiniens ne cachent pas qu'ils n'attendent plus grand-chose d'un président Barack Obama tout à ses problèmes intérieurs et bientôt en campagne électorale. Pour autant, ils n'ont pas l'intention de procéder à une "déclaration unilatérale d'indépendance", comme l'a rappelé samedi le Premier ministre Salam Fayyad qui s'efforce d'ériger les bases d'un "Etat souverain et viable" d'ici la fin 2011. Face au blocage, les Palestiniens veulent intensifier "dans les prochains jours" leurs efforts pour obtenir la reconnaissance de leur Etat. Le Brésil, l'Argentine et la Bolivie ont déjà accédé à cette requête et l'Uruguay a annoncé son intention de les imiter le 7 janvier. D'autres pays devraient suivre. Sur le front européen, l'Autorité palestinienne fait campagne pour le rehaussement du niveau de ses représentations diplomatiques, comme l'ont déjà fait la France, l'Espagne, le Portugal et la Norvège. En outre, les Palestiniens, qui se réfèrent au "modèle sud-africain" d'émancipation non violente, ont annoncé leur intention de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU pour tenter d'obtenir une résolution ordonnant l'arrêt de la colonisation juive. Celle-ci est illégale au regard du droit international. En revanche, ils n'envisagent pas, à ce stade, de dissoudre l'Autorité palestinienne, ultime option qui serait, selon Nabil Chaath, "apocalyptique".

20/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

### 1-3 David Cronin : Avec ses équipements, Volvo permet la torture et renforce l'occupation.

Mais après une analyse minutieuse des investissements du fabricant de voitures en Israël, la firme deviendrait peut-être synonyme d'une autre spécificité : l'encouragement de la torture.

Avec 26.5%, la société suédoise est actionnaire dans la firme israélienne Merkavim, fabricant du bus pour prisonniers Mars (The Mars Prisoner Bus). Ce bus avait été spécialement conçu pour permettre à l'administration pénitentiaire israélienne de transporter les Palestiniens, arrêtés en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza Occupées, vers des infrastructures se trouvant au cœur des frontières internationalement reconnues d'Israël. Le reste de l'actionariat de Merkavim est détenu par Meyer 's Cars & Trucks (Meyer voitures et camions) qui est également le représentant exclusif de Volvo en Israël.

S'agissant des tortures, des observateurs pour les droits de l'homme ont assemblé des preuves révélant que ce phénomène est répandu dans tous les centres de détention israéliens. En fait, Amnesty International avait relevé qu'Israël continue de faire appel à la torture lorsqu'elle est jugée « nécessaire » en dépit de la décision de la Cour Suprême israélienne qui, en 1999, avait décrété illégales certaines méthodes utilisées lors des interrogatoires.

Dans ce contexte, une importante lacune dans les décisions de la Cour indique que la torture est autorisée dans le cas où les forces de sécurité israéliennes sont exposées à une menace imminente. Le procureur général israélien avait été bien trop disposé à invoquer cette lacune afin d'approuver le recours à la torture et ce, en dépit de la façon avec laquelle Israël avait entériné la Convention des Nations Unies Contre la Torture.

Sur le terrain, Israël séquestre chaque année environ 700 enfants palestiniens, souvent pour des délits aussi simples que le jet de pierres. Dans sa section palestinienne, l'Organisation Défense des Enfants International - Defence Children International- (DEI-SP) rapporte que le mauvais traitement est usuel lors du transfert des détenus dans les prisons. A ce sujet, Raifat Kassis, directeur du bureau de DEI-SP à Ramallah, en Cisjordanie, affirme que les individus arrêtés sont tous sujets à des insultes et à des menaces verbales, et d'ajouter : « Certains sont tabassés, battus à coups de pieds et sommés de s'asseoir de manière inconfortable et gênante. Il existe aussi d'autres méthodes pénibles qui consistent à retenir des enfants les mains menottées et les yeux bandés. »

En effet, durant le mois de septembre, trois enfants auraient reçu des décharges électriques de la part d'interrogateurs dans la colonie juive d'Ariel en Cisjordanie. L'un d'eux n'avait que 14 ans. Une récente enquête conduite par DEI-SP, en collaboration avec d'autres groupes anti-torture, révèle que sur un échantillon de 100 enfants arrêtés l'an dernier par les forces israéliennes, 69% avaient été tabassés, battus à coups de pieds et 12% avaient été victimes de menaces de viols et autres formes d'agression sexuelle.

Kassis ne manque de rappeler que le processus de transfert de détenus de la Cisjordanie occupée jusqu'à Israël, à travers les bus de Merkavim, constitue une violation du droit humain international. Dans cette optique, la Quatrième Convention de Genève de 1949 stipule que les personnes déclarées coupables de délits ou infractions dans un territoire occupé ne peuvent être incarcérées que dans ce même territoire.

A ce sujet, un représentant de Merkavim m'a fait savoir que la société « ne désire pas parler avec les journalistes ». Sur le site internet de la firme, on peut lire que le Bus de Prisonniers Mars est « la solution optimale pour le transport sous escorte des prisonniers ». Les bus est composé de six compartiments séparés et offre « une surveillance complète et totale pendant les transferts délicats et à hauts risques reliant une infrastructure protégée à une autre ». Outre ces atouts, le bus dispose de larges fenêtres « encastrées avec des verres blindés, conçues pour éviter d'éventuelles évasions » ainsi qu'un « système d'interphone et de vidéosurveillance de pointe ».

Un porte-parole de Volvo-Bus, Per-Martin Johansson a déclaré que la société suédoise « ne peut pas contrôler » les activités de ses filiales. Il ajoute que les véhicules destinés à transporter les prisonniers se trouvent dans tous les pays à travers le monde entier, et de conclure : « Ce modèle de bus n'est pas conçu spécialement pour Israël ; il est requis dans chaque pays soucieux de prévenir l'évasion de prisonniers ».

Or, il est évident que la déclaration de Johansson s'oppose aux normes d'éthique auxquelles Volvo s'est théoriquement engagé. Pour rappel, le Conseil d'Administration de Volvo avait, en 2003, entériné « un code de conduite » de la société qui stipule que cette dernière soutient « les droits humains proclamés à l'échelle internationale et garantit sa non implication dans toute sorte d'agression ou d'atteinte aux droits de l'homme ». Mais en dépit de la présence de ce code, Volvo avait été exposé à moult critiques accusant ses produits d'être utilisés dans l'oppression que conduit Israël. En effet, au mois d'avril de l'année en cours, les forces israéliennes ont été photographiées pendant qu'elles manipulaient des bulldozers Volvo dans le village palestinien d'Al-Walaja, effectuant ainsi des travaux liés au mur de séparation. Pour rappel, la Cour Internationale de Justice avait certes émis, en 2004, un avis déclarant le projet illégal mais Israël a quand même poursuivi la construction dans le territoire occupé de la Cisjordanie.

L'utilisation des bulldozers de marque Volvo pour la démolition des maisons palestiniennes à Jérusalem-Est et dans toute la Cisjordanie a également été documentée, avec la participation d'Adri Nieuwhof, collaboratrice de The Electronic Intifada. Il s'agit donc de preuves mettant en évidence les bénéfices que tire Volvo de l'occupation. S'agissant de Merkavim, ce dernier fabrique également le Mars Defender Bus qui, à l'instar du Mars Prisoner Bus contient un châssis Volvo. Le parc de véhicules de ce dernier (Mars Defender Bus) est géré par la société de transport public israélienne Egged qui fournit des services aux colonies israéliennes de la Cisjordanie. Ainsi, Mauricio Lazala, chercheur dans le Centre de Ressources sur les Entreprises & les Droits de l'Homme à Londres a souligné l'importance pour que les grandes compagnies comme Volvo étudient l'impact de leurs activités d'entreprise, principalement dans les zones de conflits. Il ajoute : « Dans les zones de conflits, les abus peuvent avoir des retombées très fâcheuses. C'est pourquoi, les entreprises doivent être doublement vigilantes ». Dans la même optique, Londres a abrité le mois de novembre une session du Tribunal Russell sur la Palestine qui a conclu que bon nombre d'entreprises privées « jouent un rôle décisif permettant à Israël de perpétrer des crimes contre l'humanité ».

Certes, Volvo ne figure pas dans la liste des entreprises identifiées par le Tribunal, mais il facilite les délits jugés « répréhensibles » par cette institution, notamment la fourniture de services aux colonies israéliennes et l'assistance à la construction du « mur de l'apartheid » en Cisjordanie.

Le tribunal a publié une déclaration dans laquelle il note que les entreprises complices avec les agissements qui transgressent les droits de l'homme ont mal choisi leur camp et ont pris le parti d'un ensemble « d'opinions, de moralités et de lois internationales erronées ». Par voie de conséquence, ils sont en train « de nuire à l'intégrité même et à la crédibilité de la loi internationale et des institutions qui la soutiennent », ajoute la déclaration qui a été approuvée par l'ancien ministre sud-africain Ronnie Kasrils, l'ancien diplomate français Stéphane Hassel, la lauréate irlandaise du Prix Nobel de la paix Mairead Corrigan Maguire et l'ancienne membre du Congrès, l'américaine Cynthia McKinney.

Pour sa part, le coordinateur auprès du tribunal, Frank Barat a reconnu que lorsqu'il s'avère difficile de poursuivre en justice ces sociétés, des campagnes publiques peuvent les forcer à changer leur comportement. En effet, l'apport des gens peut se traduire par l'action de pousser leurs gouvernements respectifs à se défaire de ces entreprises. Il conclut : « Si une société apporte son aide à la construction du mur [en Cisjordanie], cela ne veut dire qu'une seule chose : elle contribue à un acte illégal et c'est pourquoi elle doit être sanctionnée ».

Ainsi, que Volvo tente de justifier ses investissements en Israël relève de la duplicité. Il est inconcevable que la société prétende que les activités des filiales ne dépendent pas du siège à Gothenburg, ou que les bus de Merkavim ressemblent à tous les bus pour prisonniers, disponibles à travers le monde entier. Il est donc clair que ces véhicules ont été spécialement adaptés et conçus pour satisfaire les « besoins » sadiques de l'occupation israélienne ; et c'est là où réside, en effet, leur argument de vente.

Toutefois, il y a une grande différence entre le concept d'approvisionner les services pénitentiaires israéliens et les services pénitentiaires d'autres pays. Et pour cause, Israël conduit des opérations massives d'emprisonnement et de torture à l'encontre des Palestiniens pour leur interdire toute forme de résistance contre l'occupation.

Pour argumenter ce fait, il suffit de consulter les chiffres avancés par Adameer, un groupe de soutien aux prisonniers qui recense le nombre alarmant de 650.000 palestiniens, incarcérés depuis le début de l'occupation en 1967. Ce chiffre représente le un cinquième - 1/5 - de la population vivant des les territoires occupés.

En fin de compte, quoique Volvo puisse dire, la réalité est que la firme est devenue un sous-traitant de l'occupation israélienne. La marque est la même mais l'impact est totalement différent. En Europe et en Amérique, les conducteurs pourraient se sentir en sécurité en se glissant sur le siège bien rembourré de leur voiture Volvo, tandis qu'en Palestine, la même entreprise contribue à la torture des enfants.

\* [David Cronin a publié Europe's Alliance With Israel : Aiding the Occupation \[l'Alliance de l'Europe avec Israël : Aider l'Occupation\] chez Pluto Press](#)

Du même auteur :

[L'UE stimule ses liens avec Israël et ferme les yeux sur les colonies illégales](#)

[L'alliance de l'Europe avec Israël](#)

[Comment les fabricants d'armes israéliens bénéficient des fonds européens pour la recherche](#)

[Le silence de l'Union européenne face aux actions de l'Etat d'Israël](#)

Articles liés :

- [Des bulldozers Volvo pour démolir des maisons](#) - 23 janvier 2008  
[Démolition de maisons en Cisjordanie](#) - 18 décembre 2006

David Cronin - The Electronic Intifada

samedi 4 décembre 2010

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=9761](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9761)

---

## 1-4 Le ministère des Legs pieux met en garde contre une guerre idéologique imminente.

Le comité d'al-Qods dans le ministère des Legs pieux et des affaires religieuses a mis en garde contre la survenue d'une guerre idéologique douloureuse d'après l'annonce renouvelée du gouvernement de l'occupation du projet sioniste « al-Qods 2020 ». Il stipule que la population palestinienne sera réduite de 20%, contre une majorité juive qui devrait atteindre 80% de la population de la ville sainte.

Le comité d'al-Qods a précisé dans un communiqué aujourd'hui, lundi 8 novembre, que cette décision sioniste a été prise par le gouvernement de l'occupation sioniste dans le but de judaïser al-Qods, d'effacer la présence maqdiyyine, de la vider de ses habitants maqdiyyins de diverses manières et moyens disponibles. Cela tout en remplissant le vide illégalement de colons et de juifs extrémistes par la force.

Le comité a ajouté que « *par la décision "al-Qods 2020", le gouvernement sioniste entend effacer les lieux saints islamiques et les monuments historiques autour de la mosquée al-Aqsa, dans l'espoir de l'accaparer et de la détruire afin de construire le prétendu temple sur ses ruines* ».

Le comité a souligné que le gouvernement de l'occupation cherche à transférer le plus grand nombre de juifs vers la ville sainte, et d'y établir des communautés résidentielles à cette fin pour la changer d'« *une ville fondamentalement juive en une ville vivante* ».

Il a affirmé que la construction de milliers d'appartements, d'un train entre Tel-Aviv et al-Qods avec une grande gare à l'ouest d'al-Qods, des réseaux ferrés reliant la colonie Gush Etzion à la ville, s'inscrivent dans le cadre du projet qui considère al-Qods comme une priorité nationale, selon les prétentions sionistes.

Il a déclaré que « *le nombre d'habitants arabes est de 300 mille, mais le mur raciste a isolé 120 mille personnes, en plus de la politique de confiscation des cartes d'identité qui a privé 14 mille familles de la citoyenneté, sans oublier le décret 1650 qui a interdit le regroupement familial à des milliers de Palestiniens. Après ces mesures, le nombre d'habitants arabes a atteint 175 mille citoyens, contre 200 mille juifs dans al-Qods-Est* ».

Le comité d'al-Qods a souligné que le nombre de juifs est en hausse constante en raison de la politique de remplacement des propriétés des citoyens maqdiyyins, en plus de la politique d'expulsion et de déplacement pratiquée par l'occupation volontairement contre les maqdiyyins, et la main mise des juifs extrémistes et des colons sur les territoires et les propriétés des citoyens.

09/11/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

---

## 2\_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Fadwa Nassar : Prisonniers palestiniens lourdement condamnés.

La vengeance des tribunaux militaires.

Avant les années 90, les condamnations à perpétuité par les tribunaux militaires de l'occupation étaient relativement moins fréquentes qu'à présent. Non pas que les actes de résistance étaient moins importants ou moins violents, mais parce que les tribunaux sionistes essayaient encore, à cette époque, de montrer qu'ils se souciaient quelque peu des normes internationales lorsqu'ils se réunissaient et prononçaient leurs condamnations. Déjà à cette époque, ces cours militaires, où ceux qui présidaient n'étaient que des criminels passés à la retraite, n'appliquaient pas les normes internationales de justice, d'abord parce qu'elles n'ont jamais considéré les prisonniers de la résistance comme étant des prisonniers de guerre. Ne reconnaissant pas le peuple palestinien, ni le fait qu'eux-mêmes occupent la Palestine, les sionistes ont instauré leurs tribunaux militaires sur la base qu'il s'agit d'actes de « violence » contre l'institution sioniste et sa population. Malgré cette première faille dans le droit international, les tribunaux avaient prononcé quelques condamnations à perpétuité mais ne se privaient pas de prononcer des peines pouvant aller jusqu'à 30 ou 40 années de prison.

Dès le début des années 90, et surtout avec l'Intifada al-Aqsa déclenchée en septembre 2000 et le feu vert américain consistant à considérer tout résistant comme un « terroriste », l'occupation va rejeter toute parodie de justice et ne plus faire dans les détails : désormais, les résistants sont allègrement condamnés à une ou plusieurs perpétuités, jusqu'à 67 perpétuités, comme la peine prononcée contre le prisonnier de Jordanie, Abdallah

Barghouty.

Une cour militaire où siègent des officiers criminels à la retraite dont le seul désir est de se venger et de d'humilier, parce qu'un peuple ose braver leur occupation. C'est la parodie de « justice israélienne ». Mener une opération de la résistance, la concevoir, la préparer ou bien même la désirer, la rêver, en parler, deviennent des actes « criminels » et « terroristes » aux yeux de l'occupant, qui lance ses troupes, arrête, brutalise, interroge et torture, avant de jeter en prison, avec des condamnations démesurées, juste pour épouvanter et dissuader.

Parmi les 5000 prisonniers ayant été jugés par les tribunaux, 820 prisonniers ont été condamnés à la prison à vie et la perpétuité, une ou plusieurs fois, d'après les statistiques du mois de novembre 2010. Parmi eux, figurent cinq résistantes : Ahlam Tamimi, de Ramallah, arrêtée le 14 septembre 2001, condamnée à 16 perpétuités ; Sana' Shehadé de la ville occupée d'al-Qods, arrêtée le 25 mai 2002, est condamnée à 3 perpétuités + 31 ans, Qahira Saadi, de Jénine, arrêtée le 8 mai 2003, condamnée à trois perpétuités, Du'â' Jayyousi, de Tulkarm, arrêtée le 7 juin 2002, condamnée à trois perpétuités et la prisonnière Amina Jawad Muna, de Ramallah, arrêtée le 29 janvier 2001, condamnée à une perpétuité et qui est la plus ancienne prisonnière.

Qui sont ces prisonniers, ces résistants qui ont osé affronter l'occupation, en concevant, préparant, se préparant ou menant des opérations armées contre la plus criminelle des occupations dans le monde ? Qui sont ces prisonniers réclamés par la résistance pour faire partie de de l'opération d'échange en contrepartie du soldat sioniste capturé à Gaza en juin 2006 ?

Parmi les prisonniers palestiniens condamnés à perpétuité avant l'Intifada al-Aqsa, se trouve le combattant Abdel Hadi Ghnaym, originaire du camp de Nusayrat, dans la bande de Gaza. Le 6 juillet 1989, il monte dans le bus israélien n°405 se dirigeant vers la ville occupée d'al-Qods, il maîtrise le véhicule et l'entraîne dans une vallée. 16 Israéliens sont tués et des dizaines sont blessés. Abdel Hadi a aujourd'hui 45 ans, il est marié et son premier et seul fils Thaer, est né le jour même où il menait son opération. Après avoir été longtemps torturé, alors qu'il était blessé, pendant l'interrogatoire, il a été condamné à 16 perpétuités et 480 années de prison, ce qui équivaut, d'après les calculs dans les prisons sionistes, à 2064 années de prison ! Il devrait « être libéré » en l'an 4053.... Au cours de son emprisonnement, qui dure depuis 21 ans, Abdel Hadi a passé trois ans en isolement dans la prison de Ramleh, puis a été transféré vers d'autres prisons, Ascalan, Eishel à Beer Saba', toujours dans des cellules isolées, pour un total de dix ans d'isolement.

Le 6 juillet, Abdel Hadi a entamé sa 22ème année de prison. Il fait partie des 40 noms que l'institution sioniste a refusé de rendre en contrepartie du soldat sioniste, comme il a refusé la libération de Ahlam Tamimi, Hassan Salameh, Na'il Barghouty, Sami Jaradat, Amjad Ubaydu et Abdallah Barghouty, entre autres.

Le combattant Salameh Abdallah Muslih a été arrêté le 9 octobre 1993 et sa maison démolie. Il est né le 20 juillet 1969 à Beer Saba', et il est détenu dans la prison de Nafha, dans le désert du Naqab. Il a été condamné à la perpétuité, accusé d'avoir tué un colon dans la colonie Petah Tikva, en Palestine occupée en 48. Salameh avait vécu le massacre d'ouvriers palestiniens à Uyun Qara, perpétré par un colon, le 20 mai 1990 : sept ouvriers palestiniens avaient été froidement massacrés par le colon Ami Buber. Il a alors mené une opération contre l'occupant pour venger leur martyr.

Le combattant Tayseer Bardini a été arrêté le 29 novembre 1993 et condamné à la perpétuité. Il est né à Rafah, au sud de la Palestine, en décembre 1969 et a assisté, enfant, à la résistance armée et populaire contre l'occupant dans la bande de Gaza. En 1986, il rejoint le mouvement de jeunesse du Fateh et fut l'un de ses principaux animateurs dans l'école secondaire Beer Saba'. Au cours de la première intifada, il participe activement et est blessé plusieurs fois. Il a été arrêté plusieurs fois entre 1987 et 1988. La seconde fois, il est emprisonné pendant 9 mois dans la prison du Naqab. En 1990, il poursuit ses études à la faculté des sciences et des technologies et devient le responsable de la coordination de la branche des Panthères Noires (Fuhud Soud) à Rafah. En 1991, il est arrêté et interrogé sous la torture pendant 5 mois, sans aucune reconnaissance de sa responsabilité au sein des comités populaires. En 1992 et 1993, il est poursuivi par les forces de l'occupation, accusé d'avoir tué un colon. Tayseer était nettement opposé à la ligne du règlement et des négociations. Il a poursuivi sa résistance militaire contre les forces de l'occupation. Le 29 novembre 1993, suite à une bataille qui a duré sept heures d'affilée avec l'occupation, où trois soldats sionistes ont été blessés, Tayseer, blessé, se rend après avoir épuisé ses munitions. Il a poursuivi ses études en prison en s'inscrivant à l'université hébraïque libre (la seule autorisée par l'occupant) en sciences politiques et économie. Il a été placé pendant sept ans et demi en isolement sur les 19 ans d'incarcération jusque là. Depuis, l'autorité carcérale le déplace d'une prison à une autre, sans cependant parvenir à le déstabiliser puisqu'il participe au mouvement national des prisonniers et aux efforts de réconciliation entre les organisations palestiniennes de la résistance sur des bases de lutte.

Parmi les prisonniers d'al-Qods, 73 combattants, dont 27 avant l'Intifada al-Aqsa, sont condamnés à la prison à vie. La peine la plus lourde concerne le combattant Wael Mahmoud Qassem, de Selwan, condamné à 35 perpétuités + 50 ans. Responsable de la cellule combative de Selwan, il est né en 1971 et est marié et père de quatre enfants. Dès la première intifada, il participe à la vie associative et sociale de son quartier et sa ville. En 1989, il adhère au Hamas mais consacre une grande partie de son activité à l'action sociale. Il fait ses études dans les écoles de Selwan puis au lycée Rachadiy dans al-Qods, et obtient son diplôme en informatique à la faculté Ibrahimy dans al-Qods également. En 2001, il adhère aux Brigades al-Qassam et commence son activité sécuritaire en formant une cellule des Brigades d'al-Qassam dans Selwan. Cette cellule parvient à mener des opérations dans la ville d'al-Qods, comme l'opération de l'université hébraïque et ailleurs en Palestine occupée, avant d'être découverte.

Parmi les prisonniers de 48, nombreux sont ceux qui ont été condamnés à la perpétuité (une ou plusieurs), accusés de participer à la résistance armée de leur peuple : Ibrahim Hassan Aghbariyé et son frère Muhammad

Hassan Ighbariyé, de Mcheyrafé, arrêtés en février 1992, ont été condamnés à 3 perpétuités + 15 ans, Ahmad Ali Hussayn Abou Jaber, arrêté en 1986, du village de Kfar Qassem, a été condamné à une perpétuité + 10 ans. Muhammad Tawfiq Sulayman Jabbarine, d'Umm al-Fahem, arrêté le 4 mars 1991, a été condamné à 3 perpétuités+ 15 ans.

Plus récemment, depuis l'intifada al-Aqsa, le combattant Ashraf Nazmi Qayssi, de Baqa al-Gharbiya, a été arrêté en février 2005 et condamné à 5 perpétuités + 20 ans de prison. Le combattant Samir Abou Mokh, de Baqa al-Gharbiya également, a été arrêté en octobre 2005 et condamné à une perpétuité + 10 ans. Les combattants Ibrahim Muhammad Bakri et son cousin Yassin Bakri, du village Baane, en Galilée, ont été arrêtés le 8 et 15 août 2002 et condamnés à 9 perpétuités + 30 ans de prison.

Certains de ces combattants condamnés à la perpétuité souffrent de plusieurs maladies : 'Imad Ata Zaarab, de Khan Younis, qui est détenu depuis 18 ans dans la prison d'Eschel, dans le Naqab occupé, et condamné à la perpétuité, a été atteint par le cancer, deux ans après son arrestation. Raed Mohammad Darrabiyé, du camp de Jabalya, condamné à perpétuité et détenu depuis neuf ans, est également atteint par le cancer. Plusieurs autres graves maladies touchent les prisonniers, notamment ceux qui ont déjà passé plus de dix ans en détention. Mais ce qu'il faut retenir, c'est la combativité et la persévérance de tous ceux qui sont condamnés à de lourdes peines de poursuivre leur combat. La majeure partie d'entre eux ont poursuivi leurs études, obtenu des diplômes, participent aux activités militantes et éducatives à l'intérieur des prisons, participent à la vie politique du pays, dans l'espoir d'être libérés par des échanges avec des soldats sionistes capturés. Appartenant à plusieurs organisations de résistance, ils participent ensemble à l'élaboration d'une ligne politique de résistance, en relation avec leurs frères hors de prison. Leur rôle important dans la lutte de libération, en prison et hors de prison, a amené l'occupant à les isoler fréquemment de leurs frères, dans des cellules conçues spécialement pour les couper du monde et les humilier.

[Article publié sur Résistance islamique au Liban](#)

Fadwa Nassar

Lundi 6 décembre 2010

[http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Fadwa\\_Nassar.061210.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Fadwa_Nassar.061210.htm)

---

## 2-2 1 million (1.000.000) de Palestiniens ont été détenus depuis 1967 par les forces d'occupation israéliennes.

Près d'un million de Palestiniens ont été détenus par les forces d'occupation depuis 1967 à ce jour soit 20% de la population palestinienne, a indiqué M. Oussama Hamdane, responsable des relations extérieures au Mouvement palestinien Hamas.

"Les autorités israéliennes adoptent une politique d'intimidation à l'égard du peuple palestinien", a souligné M. Hamdane à l'APS en marge des travaux du colloque arabe international de soutien aux prisonniers palestiniens.

"Certains détenus ont passé à ce jour 33 ans de prison et d'autres jusqu'à 50 ans mais résistent encore", ajoute le même responsable.

Plusieurs détenus libérés ayant assisté à cette rencontre sont revenus sur la politique d'isolement dans les geôles israéliennes.

Ils ont, par ailleurs, soulevé l'interdiction faite à certains détenus de voir leur proches pendant des années.

Pour sa part, la détenue libérée, Fatma Ezek qui a donné naissance à son fils en prison, a souligné que "la détenue palestinienne symbolise la résistance palestinienne". Un nombre important de détenues palestiniennes croupissent dans les prisons d'Israël, a-t-elle rappelé affirmant que 250 prisonniers avaient moins de 18 ans.

Les prisonniers mineurs subissent le même traitement que les détenus adultes (torture, procès sommaires, violation des droits fondamentaux...), a-t-elle encore souligné.

PUBLIE LE : 05-12-2010 | 21:39

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/6402>

---

## 2-3 10.000 palestiniennes emprisonnées par Israël depuis le début de la colonisation.

Le nombre de femmes palestiniennes emprisonnées par Israël, depuis la colonisation, dépasse les 10 mille détenues, dont 56 croupissent toujours dans les geôles.

Le nombre de femmes palestiniennes emprisonnées par Israël, depuis la colonisation, dépasse les 10 mille détenues, dont 56 croupissent toujours dans les geôles, indique un décompte établi par le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

Rendu public à l'occasion de la tenue du Forum arabe et international de soutien aux détenus palestiniens, organisé à Alger, ce décompte précise que la période allant de 1968 à 1986, ainsi que durant la première Intifadha, ont été les périodes ayant connu le plus grand nombre d'arrestations de femmes palestiniennes.

Le document du FPLP indique, encore, que des mineures ont été mises en prison, comme c'est le cas de Saoussan Abou Zaki (15 ans et originaire d'ÆEI Khalil), Rabaa Hamail (13 ans et originaire de Naplouse et Sanaa Amrou (14 ans-originaire d'El Khalil). Parmi les détenues, il y avait aussi des femmes enceintes qui avaient accouché dans les prisons israéliennes.

Les détenues palestiniennes ont recouru, à plusieurs reprises, à des grèves de la faim pour faire valoir leurs droits, dont la grève de 18 jours en 1984, la grève de 15 jours de 1992 ainsi que la grève de 1996, pour exprimer leur refus la libération partielle d'une partie des détenues suite aux accords de Taba. La grève de la faim de 1996 a poussé les autorités israéliennes à libérer, en 1997, l'ensemble des détenues palestiniennes.

Aujourd'hui encore, pas moins de 56 Palestiniennes sont maintenues en détention.

El Watan.com

06.12.10 |

[http://www.elwatan.com/une/10-mille-palestiniennes-emprisonnees-par-israel-depuis-le-debut-de-la-colonisation-06-12-2010-101856\\_108.php](http://www.elwatan.com/une/10-mille-palestiniennes-emprisonnees-par-israel-depuis-le-debut-de-la-colonisation-06-12-2010-101856_108.php)

---

## 2-4 Mario Correnti - L'AP de Ramallah emprisonne et torture pour tenter d'éliminer le Hamas en Cisjordanie.

Les militants et sympathisants du Hamas sont désormais la cible d'arrestations, d'intimidations et même de tortures dans ce qui semble être le nouveau précepte des actions menées par les forces de sécurité de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP).

Milices supplétives de l'AP de Ramallah à l'entraînement - Indépendamment du gel du soit-disant "processus de paix" entre Ramallah et l'occupant israélien, la collaboration des milices du Fatah avec les forces sioniste n'a jamais cessé - Photo : AFP

En septembre dernier, 12 associations et groupes pour la protection des droits de l'homme et des libertés civiles dans les Territoires Occupés avaient dénoncé le recours à la torture par la police secrète dans les centres de détention, en application des ordres du Président Abu Mazen et du Premier Ministre Salam Fayyad.

Le 20 octobre dernier, Human Rights Watch (HRW) a demandé à l'ANP d'enquêter sur les cas alarmants de tortures, subies par deux hommes arrêtés en Cisjordanie et soupçonnés d'avoir des liens avec le mouvement islamiste.

Dans ce contexte, Joe Stork de HRW a affirmé qu'Abu Mazen et Fayyad sont au courant de ce qui se passe. Ils doivent ainsi mettre un terme à l'impunité et engager une procédure judiciaire contre les tortionnaires.

D'après plusieurs sources, les prisons de l'ANP renfermeraient quelques centaines de militants et de sympathisants du Hamas, dont la plupart n'ont jamais eu de procès. Pour Fayyad et Abu Mazen, ces personnes auraient été arrêtées pour avoir « transgressé la loi ». Cependant, on ne partage pas cet avis en Cisjordanie où règne la conviction que ces personnes se sont trouvées en prison uniquement pour leurs opinions politiques.

En fait, (depuis que le Hamas a pris le pouvoir à Gaza->[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=2078](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=2078)) en juin 2007, l'ANP a réorganisé, en Cisjordanie, ses forces de sécurité grâce, faut-il le souligner, aux fonds spéciaux financés par les Etats-Unis et sur la base d'un programme élaboré par le général américain Keith Dayton qui a récemment quitté ses fonctions.

Les troupes d'élite de l'ANP qui ont été formées durant les trois dernières années, généralement par des experts jordaniens, semblent avoir comme objectif principal la distinction entre militants réels ou présumés du Hamas, d'une part, et l'intimidation des sympathisants du mouvement islamiste, d'autre part.

C'est pourquoi, beaucoup de palestiniens, qui ont requis l'anonymat, affirment qu'il s'agit d'une activité intensive du renseignement de base.

Par ailleurs, interrogés récemment par l'agence de presse Reuters, certains étudiants universitaires ont évoqué la présence d'une forte activité « d'espionnage » au sein des universités pour repérer les jeunes proches du Hamas. Parmi les gens interviewés, certains reconnaissent avoir été torturés et battus durant leur arrestation.

Dans le camp adverse, l'ANP déplore, pour sa part, les conditions auxquelles sont confrontés les militants du Fatah à Gaza. Il a été rapporté que les affiliés au parti d'Abu Mazen ne jouissent pas de leur entière liberté. En effet, outre les arrestations et les détentions, le Hamas avait, en particulier durant l'offensive israélienne Plomb durci (décembre 2008-janvier 2009) assassiné ou blessé « aux jambes » des partisans du Fatah.

Toutefois, bien que beaucoup de ces accusations aient été effectivement confirmées par les enquêtes menées par des centres pour les droits de l'homme, Gaza n'a pas enregistré des arrestations et des détentions en masse contre des militants du Fatah. Le problème le plus épineux dont souffre réellement Gaza reste les restrictions imposées à la liberté de presse et d'expression.

A ce titre, il convient de souligner le recours à la force par la police du Premier Ministre Ismail Haniyeh contre de nombreuses manifestations organisées par la gauche palestinienne et par des groupes islamistes antagonistes du Hamas.

Cependant, il faut reconnaître que les restrictions imposées à la liberté de presse et d'expression ne sont pas du ressort de Gaza uniquement. Même en Cisjordanie, gouvernée par le Premier Ministre Salam Fayyad, généreusement sponsorisé par les USA et l'Union Européenne, la condition de la liberté de presse et d'expression n'est pas enviable.

C'est ainsi que peu à peu, l'ANP est en train de s'apparenter à plusieurs régimes arabes autoritaires de la région où les services de sécurité sont les seuls à décider si ou quand un citoyen ou une organisation ont la possibilité de s'exprimer et d'agir en toute liberté, et où, à l'instar de l'Egypte, de la Jordanie, de La Syrie ou de la Tunisie, les mouvements islamistes sont autorisés ou interdits d'opérer en fonction des exigences politiques locales et internationales.

Il est donc tout à fait clair que l'ANP, à travers le Président Abu Mazen et le Premier Ministre Fayyad, peinera à atteindre son objectif qu'est l'anéantissement du Hamas en Cisjordanie. En effet, même si le mouvement



islamiste vit dans l'ombre et agit rarement en public afin d'éviter les répliques de l'ANP, il ne faut pas nier que sa popularité, acquise lors de sa victoire aux élections de 2006 même en Cisjordanie, bastion du Fatah, est encore imposante.

C'est pourquoi, les derniers sondages qui donnent un net avantage au Fatah et à Abu Mazen dans cette phase des élections législatives et présidentielles sont à prendre avec les pincettes. Pour rappel, la situation était similaire lors des élections de 2006 quand, à quelques jours du vote, les sondages donnaient la victoire au Fatah. Les urnes en disaient autrement et les résultats étaient en faveur du Hamas.

Ainsi, il est évident que la plupart des personnes interrogées, par crainte d'actions punitives de la part des services de sécurité de l'ANP, préféreraient garder confidentielles leurs véritables intentions de vote et avouer n'appartenir à aucun parti ou force politique.

Dans cette optique, l'analyste politique Hany al Masri explique que le Hamas jouit d'un consensus et d'un appui aussi bien dans les Territoires Occupés que dans d'autres pays. Il précise que même si la popularité du mouvement venait à s'éroder, elle ne sera, sans doute pas, annihilée.

Nema News - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.osservatorioiraq.it/modu...>

25 novembre

Mario Correnti –  
Nema New

Traduction de l'italien : Niha

---

### 3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

#### 3-1 Robert Bibeau : Il est parfois très difficile en politique (particulièrement au Proche-Orient), de démêler la vérité du mensonge.

Il est parfois très difficile en politique (particulièrement au Proche-Orient), de démêler la vérité du mensonge, l'intention réelle du simulacre.

Hillary Clinton aurait déclaré forfait ; le très puissant Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu, aurait tenu tête à la Secrétaire d'État américaine et refusé de se plier aux exigences de cette dernière, de proroger le « moratoire sur la colonisation ». Ce serait le nain israélien qui dirigerait la superpuissance américaine, et non pas l'inverse. Cependant, regardons-y de plus près.

Première question à résoudre, dans cette affaire des « pourparlers directs » entre Mahmoud Abbas, le Président échu de l'Autorité sans autorité, et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu : quels étaient les objectifs poursuivis par chacun des protagonistes ? Une fois cette question résolue, nous serons à même de résoudre l'énigme Clinton-Netanyahu.

Mahmoud Abbas, dont le mandat à la Présidence de l'Autorité palestinienne sans aucune autorité (1) est échu depuis Janvier 2009, se rendait à ces pourparlers de paix afin d'échanger les derniers droits du peuple palestinien (tel le droit de retour et les droits sur 80% de la terre de la Palestine du mandat britannique, tel qu'amendé en 1922) et d'échanger, également, les droits palestiniens sur la ville de Jérusalem en tant que capitale de l'État palestinien. En retour, Mahmoud Abbas réclamait le privilège de créer un État de type bantoustan, sous protectorat israélien, sur environ 20% des terres palestiniennes (la portion de la terre palestinienne que les sionistes n'avaient pas encore conquis et occupé en 1967, dont la limite suit approximativement le tracé de la Ligne verte).

Benjamin Netanyahu se rendait à ces « pourparlers directs » avec l'intention d'obtenir d'un interlocuteur palestinien crédible la renonciation définitive, légale, écrite et signée aux droits du peuple palestiniens sur 90 % de la terre palestinienne (toutes les terres déjà conquises et colonisées en Israël, en Cisjordanie et à Jérusalem annexée illégalement), la renonciation à Jérusalem dans son entier, la renonciation définitive au droit de retour pour les quelques sept millions de palestiniens des camps de réfugiés et de la diaspora et la reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif condition de légalisation des précédentes exigences. Rien de moins !

Benjamin Netanyahu était toutefois d'accord pour la création d'un État bantoustan sous protectorat israélien sur moins de 10% des terres palestiniennes. Restait, cependant, à négocier les conditions de ce protectorat (sans plateau marin continental, sans armée, sans espace aérien, sans postes frontières, emmuré, avec droit de contrôle absolu d'Israël sur tout ce qui rentre et tout ce qui sort du bantoustan).

Barak Obama et Hillary Clinton se rendaient à ces « pourparlers directs » pour soutenir leur colonie militaire de peuplement dans ses revendications. Ils étaient évidemment sceptiques quant à l'éventualité que Mahmoud Abbas se rende à de telles exigences extravagantes. Mais, si Mahmoud Abbas acceptait tout de même de « pourparler », pourquoi pas ? C'était lui, le sacrifié... Après tout, s'il se croyait assez fort pour refiler ce « package » à son peuple, à lui de s'exécuter...

Évidemment, il apparut très tôt, et je l'avais prédit dès l'amorce, que ces « pourparlers directs » étaient morts nés (2). Mahmoud Abbas, le Président échu et illégal, n'avait pas la crédibilité requise pour signer quoi que ce fût. Il ne contrôlait pas la bande de Gaza, d'où l'armée israélienne avait été incapable de chasser le Hamas en janvier 2009. Surtout, Mahmoud Abbas ne pouvait pas espérer faire admettre, dans les camps de réfugiés de Syrie, de

Jordanie et du Liban, un accord répudiant le droit au retour. Mahmoud Abbas ne pouvait laisser croire aux milliers de Palestiniens de Jérusalem-Est qu'Abou Dis, ce village de banlieue – la capitale promise à Arafat – était bien la ville de Jérusalem. Enfin, il n'était pas du tout assuré que le président échu puisse même faire passer l'entente en Cisjordanie occupée, malgré l'activité fébrile de ses services de sécurité secondés par l'armée israélienne. Il aurait fallu massacrer probablement la moitié de la population palestinienne pour espérer que la moitié restante vote en faveur d'un tel accord.

Le cheval présidentiel s'avérait un baudet, un canasson crevé qui ne pouvait délivrer la marchandise promise. Ne restait plus au tandem Clinton-Netanyahu qu'à se trouver une échappatoire pour se sortir de ce futile exercice diplomatique.

La mise en scène du moratoire temporaire partiel non prorogé offrait le prétexte rêvé permettant à Mahmoud Abbas de se sortir du guêpier où il s'était lui-même fourré. Aussitôt dit, aussitôt fait. Après avoir pris acte du refus israélien de proroger le moratoire partiel et temporaire, Hillary Clinton conserve le rôle de celle qui a fait tous les efforts pour obtenir un accord : elle pourra donc revenir sur le devant de la scène en tant que médiatrice, si un traître plus crédible que Mahmoud Abbas se profile un jour dans le camp palestinien. Benjamin Netanyahu peut se présenter à la Knesset avec l'auréole du dompteur de lionne et Mahmoud Abbas se retire de cet accord-guêpier avec les honneurs de celui qui ne cède pas devant le chantage à la colonisation, lui qui, de toute façon, ne pouvait signer cet accord que personne n'aurait reconnu et qui n'a jamais exigé la levée du blocus de Gaza pour « pourparler ».

En finale, il est très bien que ces « pourparlers » de capitulation et de trahison du peuple palestinien aient échoué et pris fin comme ils avaient commencé, en queue de requin. (3)

(1) C'est Mahmoud Abbas lui-même qui, en menaçant de démissionner, avoue candidement qu'il n'a même pas le droit de sortir de Ramallah sans l'autorisation signée du gouverneur militaire de la zone. Salam Fayyad, le Premier ministre de l'Autorité en Cisjordanie, le réaffirmait, quand à lui suite à la destruction par les israéliens d'une autoroute qu'il venait tout juste d'inaugurer (le mois dernier). Une autoroute payée par les contribuables européens détruite le lendemain de son inauguration.

(2) Robert Bibeau. (2010). <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14340&type=analyse&lesujet=Initiatives%20de%20Paix> et [http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Robert\\_Bibeau.121010.htm](http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Robert_Bibeau.121010.htm) et <http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article4789>

(3) <http://www.aloufok.net/spip.php?article2891>

Robert Bibeau

Lundi 13 Décembre 2010

Visitez le site <http://boycottisraelinternational.com>

Visitez le site <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

---

### 3-2 Mounir Shafiq : Les formes de lutte et l'expérience palestinienne.

Quiconque se trompe s'il ne lit pas le conflit en Palestine comme étant exceptionnel, en comparaison avec les différents conflits menés par les mouvements de libération nationale, bien que chacun de ces mouvements ait sa spécificité ou sa particularité.

Toutefois, le sujet palestinien présente également une particularité et une spécificité incomparables, à cause de la nature de l'ennemi auquel fait face le peuple palestinien, et de son projet fondamentalement différent des projets de la domination coloniale et impériale, et même colonialiste connus par tous les peuples colonisés. Cet état se rapproche plutôt des cas qu'ont affrontés les peuples autochtones dans les deux Amériques, en Australie et Nouvelle-Zélande, même si le peuple palestinien n'a pas subi une extermination concrète comme ces peuples. La ressemblance concerne plutôt l'installation par des groupes coloniaux à la place du peuple autochtone. La Palestine, cependant, ne fait pas non plus partie de cette catégorie, non pas seulement parce que la suppression par l'extermination n'a pas eu lieu, mais parce qu'il n'a pas été possible de trancher définitivement le conflit au profit de l'entité sioniste comme cela a eu lieu en Amérique, Australie et Nouvelle-Zélande.

L'installation et la conversion de groupes de colons en un peuple à la place du peuple palestinien, dans sa patrie, ont été exécutées grâce à la domination colonialiste et impérialiste sur le rapport de forces international et avec le soutien et l'aide des Etats impérialistes qui ont même protégé et adopté le projet de la fondation de l'entité sioniste. Au départ, le colonialisme britannique en a été le père et le fer de lance. Il fut son protecteur et celui qui lui a permis d'arriver jusqu'en Palestine et de s'y implanter, puis de s'y renforcer militairement pour lui assurer une suprématie sur le peuple de Palestine, après avoir désarmé ce dernier et avoir coupé ses liens avec sa nation arabo-islamique, en procédant au morcellement et à la domination de ses Etats.

Par la suite, la protection, la sauvegarde, l'aide militaire et financière sont passées à l'impérialisme américain qui continue à diriger les Etats impérialistes et d'autres Etats, pour l'aider d'une part et pour mettre le plus possible d'Etats arabo-musulmans sous sa domination, et utiliser ce qui en est possible contre la résistance du peuple palestinien, pour faire des concessions sur le droit palestinien et arabe en Palestine.

Deux caractéristiques principales rendent la situation palestinienne particulière et spécifique :

La première : la nature du conflit qui consiste à installer un « peuple » à la place d'un autre, déraciné de son pays et expulsé par la force, avec des massacres, des actes terroristes et toutes formes de pression, ce qui s'est passé pendant la guerre de 1948, puis imposer des lignes de trêve qui protègent l'instauration de l'entité sioniste : armée, société et Etat, et imposer sa suprématie militaire sur toutes les armées arabes réunies. Le projet de cette

installation s'est déroulé par étapes, au gré de l'évolution des rapports de force et les conditions, données et équations palestiniennes, arabes, islamiques, tiers-mondistes et internationales qui émergeaient. Mais ce parcours zigzagant est resté dans le cadre de l'objectif principal.

La deuxième : l'ennemi qu'a affronté et que continue à affronter le peuple palestinien représente un large front international qui s'est ligué contre lui, ce qui est différent de ce qu'ont affronté les peuples des colonies lors de leurs luttes contre un seul ennemi colonialiste. Ce qui rend la confrontation menée par le peuple palestinien beaucoup plus large que toute autre confrontation connue par un mouvement de libération nationale. Il n'est pas exagéré de dire que le peuple palestinien n'a pas combattu le colonialisme britannique seul, au cours du mandat, ni combattu l'armée sioniste seule, pendant la guerre de 1948, mais qu'une ligue mondiale des grandes puissances s'est opposée à lui, et notamment après l'instauration de l'Etat de l'entité sioniste. L'Inde a combattu la Grande-Bretagne seule, l'Algérie a combattu la France seule, le Vietnam a combattu les Etats-Unis seuls, et l'Afrique du Sud a combattu les colons racistes qui étaient protégés par un seul Etat ou plusieurs de second rang, quant au rapport de forces, mais elle a pu, dans les étapes ultérieures, gagner la majorité des grandes puissances pour démanteler le régime raciste.

Mais en Palestine, il y a l'entité sioniste elle-même super-armée, et avec elle, de manière organique, les mouvements sionistes mondiaux qui sont devenus influents à l'intérieur des cercles de décision et des concepteurs de stratégies dans les Etats occidentaux, et notamment aux Etats-Unis. Ces Etats se sont engagés, et s'engagent, à protéger l'Etat de l'entité sioniste, à le soutenir, le renforcer pour mener le processus de l'occupation et du déracinement qui ont eu lieu, ou qui sont susceptibles de se poursuivre jusqu'au bout, si possible.

Il faut ajouter ici que la complicité de l'impérialisme mondial avec l'entité sioniste a joué et joue encore un rôle décisif, en paralysant les Etats arabo-musulmans et du tiers monde, en les empêchant de soutenir le peuple palestinien et en mobilisant l'opinion internationale en faveur de l'entité sioniste. Ainsi, le déséquilibre du rapport de forces dans ce conflit n'a jamais été aussi évident pour aucun peuple ni mouvement de libération nationale dans le monde.

C'est à partir de là qu'il faut comprendre la nature du conflit en Palestine, la nature de l'ennemi sioniste et des forces mondiales qui le soutiennent, mais aussi la paralysie des situations palestinienne et arabe, due au morcellement par pays et à la domination impérialiste qu'elles subissent, en général.

Cette équation complexe et très difficile, même si en fin de compte elle est susceptible d'être démantelée et changée (ce qui est un autre sujet), explique pourquoi le projet sioniste est parvenu à instaurer son entité et son Etat, pourquoi il poursuit son expansion et la judaïsation en Cisjordanie, et pourquoi il pose la condition de la reconnaissance de la judaïté de l'Etat en contrepartie de concessions sur des miettes où s'installerait un mini-Etat pour les Palestiniens.

Cette équation complexe et très difficile qui caractérise la question palestinienne et qui a donné naissance à une particularité et spécificité exceptionnelles, explique pourquoi existent deux Autorités, l'une à Ramallah qui agit en collaboration avec l'entité sioniste contre la résistance et poursuit les négociations, et l'autre dans la bande de Gaza, qui est une base militaire libérée mais encerclée de tous côtés et qui a mené la guerre de 2008-2009, qui a fait échec à l'attaque et qui vit l'expérience de la division entre la Cisjordanie et la bande de Gaza et entre deux stratégies.

Il faut ajouter l'expérience des Palestiniens restés dans le cadre de l'Etat de l'entité sioniste, qui ont enduré les pleins pouvoirs, le racisme et toutes formes de pression pour les expulser, mais qui ont résisté et lancé plusieurs formes de lutte pour maintenir leur présence dans leur pays.

Par ailleurs, la résistance a fait l'expérience en Jordanie, entre 1968 et 1970, puis au sud du Liban, entre 1971 et 1982, elle a mené deux grandes guerres en 1978 et 1982, tout comme elle a fait l'expérience de la première intifada entre 1978 et 1993 pendant que l'OLP se trouvait dans l'exil tunisien. Puis ce fut l'expérience de la résistance nationale puis de la résistance islamique au Liban qui furent couronnées par la libération du sud en 2000 puis la guerre de 2006 et la défaite de l'armée sioniste.

En d'autres termes, dans le conflit avec le projet sioniste depuis le début jusqu'à aujourd'hui, l'expérience palestinienne est passée par plusieurs formes principales de lutte armée, de guérilla au cours de 1936-1938, puis la guerre de « surface », puis la résistance de l'extérieur vers l'intérieur entre 1965 et 1982, puis de l'intérieur vers l'extérieur entre 1985 et 2006, puis les véritables guerres qui se caractérisent par la confrontation et l'affrontement, tout comme le peuple palestinien a expérimenté l'action dans les bases libérées, où se font les préparatifs militaires, y compris la consolidation et le développement de l'armement, le creusement des tunnels, la préparation à l'affrontement de l'armée ennemi (au sud Liban et actuellement dans la bande de Gaza).

De même, toutes les formes du refus politique et populaire, de boycott économique et de lutte contre l'impérialisme, et notamment contre les Etats-Unis et son alignement du côté de l'entité sioniste, ont été exercées de 1948 à 1967, et ensuite, même à toutes les étapes. Comment peut-on alors évaluer les résultats des stratégies de la résistance, de la protestation, de boycott, de l'intifada populaire et des guerres ?

Ceux qui ont condamné les diverses expériences de la résistance armée et celles de l'objection politique et populaire les ont jugées inutiles parce qu'elles n'ont pu empêcher l'instauration de l'Etat de l'entité sioniste ni les résultats de la guerre de 1967. Ils leur ont même fait porter la responsabilité des guerres et les atrocités et crimes de l'ennemi sioniste, mais ces condamnations ne sont pas justifiées, comme le fait de considérer la résistance armée comme ayant échoué parce qu'elle n'a pas pu empêcher la fondation de l'Etat de l'entité sioniste, ce qui n'était pas possible, à l'époque, avec toutes les conditions et circonstances, les données de l'équilibre des forces, la nature de l'entité sioniste, les politiques des grandes puissances et la faiblesse arabe due au morcellement et

la domination. La résistance ne pouvait qu'empêcher l'effondrement et limiter la progression du projet, tout en maintenant l'état de confrontation avec lui et l'empêcher de tout avaler, de la manière la plus facile et la plus rapide.

De ce point de vue, limiter la vitesse de la progression du projet et lui mettre des entraves à telle ou telle étape, ou garder telle ou telle limite, tout comme le fait de garder attisée la flamme de la résistance et la passer de génération en génération, représente en soi un grand acquis, si l'on discute la question dans un cadre de relativité ; mieux, elle mérite tous les sacrifices qui ont été consentis.

Ces paroles s'appliquent à toutes les étapes précédentes, mais la résistance, et notamment après 2000, que ce soit au Liban ou en Palestine, a réalisé des acquis qui dépassent ceux d'empêcher l'effondrement et la dégringolade, pour entamer une phase de semi-équilibre stratégique, comme l'ont montré les guerres de 2006 au Liban et de 2008-2009 dans la bande de Gaza. Dans les deux cas, il est possible de parler de libération de terres et de formation de bases libérées ou semi-libérées, même si la bande de Gaza est encerclée. L'ennemi ne peut plus y entrer qu'au moyen de la guerre et de la confrontation armée, d'une rue à l'autre et d'une maison à l'autre. C'est pourquoi il est possible de dire que la stratégie de la résistance et de la protestation peuvent, avec une mobilisation arabe, islamique et mondiale pour l'aider et isoler l'entité sioniste, imposer le retrait de Cisjordanie et le démantèlement des colonies, inconditionnels, comme cela a eu lieu au sud du Liban et dans la bande de Gaza. Mais ce qui les a corrompus est venu de la stratégie du processus politique et des négociations et d'avoir compté sur la supervision américaine, au niveau palestinien et arabe. C'est ce qui a transformé la Cisjordanie, avec l'Autorité de Ramallah et la coopération sécuritaire avec l'occupant, en une base contre la résistance, collaborant avec l'occupation et prisonnière financièrement des Etats donateurs.

Si l'état présent en Cisjordanie n'est pas brisé par la suppression de l'accord sécuritaire, et par l'annulation et l'anéantissement de la stratégie des négociations, il y a risque de liquider la cause palestinienne. Cette situation est arrivée au point de négocier pour un mini-Etat dont le prix serait l'échange de territoires de la Cisjordanie, l'acceptation de la colonisation, la concession sur les terres occupées et usurpées en 1948 et le droit au retour, mais aussi la reconnaissance de l'Etat de l'entité sioniste en tant qu'Etat juif, ce qui s'oppose au principe du droit sur la Palestine et la fin de la réclamation des droits historiques du peuple palestinien sur la Palestine : voir les déclarations de Abbas, de Abd Rabbo sur la reconnaissance de la judaïté de l'Etat et de Salam Fayyad sur son acceptation du récit biblique.

Attendre ce stade dans ce parcours de concessions et d'insertion dans le processus de règlement ne laisse aucune possibilité de doute quant au fait que les formes de lutte, la résistance, l'intifada, le refus, le boycott, l'attachement aux constantes précises de la Charte de l'OLP de 1964 et 1968 sont les seules à pouvoir être caractérisées comme des formes de lutte efficaces et sérieuses. Quant aux autres formes de la gestion du conflit, les concessions sur les constantes et les droits, l'acceptation des résolutions des Nations-Unies, les conditions du processus de règlement et les négociations, ne sont en rien des formes de lutte. Elles n'ont rien sauvé du tout mais au contraire, elles ont dilapidé jusqu'à se trouver prêtes à accepter le prétendu « droit des juifs » historique et l'abandon du droit palestinien, arabe et islamique certain sur la Palestine, toute la Palestine.

Ce serait une falsification que de considérer les négociations et le processus de règlement dans la situation palestinienne comme étant semblables à d'autres expériences pratiquées par des mouvements de libération nationale et la résistance, ou de considérer la négociation comme une forme de lutte alors que c'est une voie pour corrompre la lutte et liquider la cause et les droits fondamentaux. Une telle assertion n'est plus basée seulement sur la spécificité de la cause palestinienne, la nature de l'ennemi et la nature du conflit mais elle a été démontrée par l'expérience réaliste et pratique, qui a le dernier mot et qui tranche la question.

Mounir Shafiq - As-Sabil

dimanche 5 décembre 2010

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=9763](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9763)

Munir Shafiq,

Ecrivain et penseur – Jordanie

Source : Le Grand soir –

9 décembre 2010

[.http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Munir\\_Shafiq.301110.htm](http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Munir_Shafiq.301110.htm)

## 4 Annexe

### 4-1 Le 23ème anniversaire du Hamas, riche expérience et espoir de la nation.

Le mouvement de la résistance islamique Hamas est né il y a de cela vingt-trois ans.

Malgré ces années peu nombreuses, le Hamas a pris de l'importance. Le Hamas a maintenant un poids que personne ne pourra ignorer. Notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a rencontré certains chercheurs et experts pour sonder leurs avis concernant cette riche expérience.

Le professeur d'université Ayad Al-Qar dit que le mouvement du Hamas a pu, depuis sa naissance, présenter un exemple exceptionnel dans ses relations avec les autres mouvements, un exemple de mariage entre ses exigences en tant que faction et les exigences de l'intérêt national, un exemple de celui qui laisse ses intérêts au profit de l'unité du peuple palestinien, en présentant une vision claire du travail militaire résistant.

Il souligne que le mouvement a réalisé des dizaines d'opérations militaires de résistance communes avec plusieurs autres factions palestiniennes, le mouvement du Fatah en tête, bien que le mouvement du Hamas soit

capable de les réaliser tout seul. Il veut cependant consolider l'unité des mouvements de la résistance.

Étapes importantes

Al-Qarra croit que le Hamas a connu plusieurs étapes importantes dans son parcours, comme toutes les factions de la résistance du Vietnam et d'Amérique du Sud. On peut en compter quatre.

La première étape concerne l'année 1996, l'année où s'est tenue la conférence « La lutte contre le terrorisme » à Charm Al-Cheikh. Le Hamas a ensuite subi l'encerclement, la poursuite, la répression interne. Tout cela a énormément touché son organisation.

La deuxième étape a commencé avec le déclenchement de l'Intifada d'Al-Aqsa. Le Hamas s'est organisé, en effectuant des opérations martyres, en dirigeant la résistance et en infligeant aux occupants israéliens de lourdes pertes.

La troisième étape a commencé en 2005, l'année de la victoire du Hamas contre l'occupation israélienne qui s'est trouvée obligée de se retirer de la bande de Gaza, une conséquence de ses sacrifices dont la tombée en martyr de ses dirigeants et de ses fondateurs.

La quatrième étape a débuté par sa victoire aux élections législatives, qui a confirmé la grande confiance populaire en lui.

La période la plus dangereuse de l'histoire du Hamas est celle de la dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza, fin 2008/début 2009. Cette guerre avait pour but de l'anéantir, totalement. Il a cependant pu en sortir avec une bonne aptitude et une grande capacité d'endurance.

Une riche expérience

Pour sa part, le chercheur Hassan Abdou a compté cinq étapes dans l'histoire du Hamas.

La première étape commence le 14 décembre 1987, le jour de sa naissance, un point important dans l'histoire de tout le travail islamique en Palestine. Cette étape a connu la résistance et le sacrifice, tout au long de la Première Intifada.

Avec la naissance des brigades d'Al-Qassam, au début des années quatre-vingt-dix, une nouvelle étape est née, non seulement dans l'histoire du mouvement du Hamas, mais aussi dans l'histoire du peuple palestinien. Le mouvement a pu réaliser plusieurs opérations de résistance qui ont eu un bon écho en Palestine toute entière. Le mouvement du Hamas a laissé ses emprunts sur l'Intifada d'Al-Aqsa, en 2000, bien que cette Intifada soit venue après plusieurs coups donnés par les occupants israéliens, ainsi que par l'autorité du Fatah de l'époque. La période entre 1996 et 2000 était une période très sombre pour le Hamas : entre poursuites et arrestations politiques.

Le chercheur Abdou confirme que le Hamas a activement participé dans l'Intifada d'Al-Aqsa. L'industrie militaire a connu un progrès remarquable, les roquettes d'Al-Qassam n'en sont qu'un exemple. La balance de la terreur avec l'ennemi sioniste a connu une sorte d'équilibre.

Le mouvement a enregistré une réussite remarquable dans l'action sociale, comme dans la résistance. Puis dans le travail politique lorsque le mouvement du Hamas est sorti victorieux des élections législatives du 2006, et qu'il a constitué le dixième gouvernement palestinien. Toutefois, les tentatives de le faire tomber se sont multipliées, menant enfin à cette division de la scène palestinienne.

Ce chercheur politique attire l'attention sur le fait qu'on ne puisse parler du Hamas sans parler de toutes ces tentatives : le blocus, la force, la guerre ; le Hamas, cependant, a réussi à préserver les principes qu'il respecte depuis toujours.

Les observateurs remarquent l'enracinement du Hamas dans la réalité palestinienne et arabe. Le mouvement marche avec assurance vers la libération de la Palestine et vers le gouvernement islamique.

14-12-2010

Palestine Info

---

## 4-2 Fêtant son 23ème anniversaire, le Hamas renouvelle son serment de défendre les droits et les constantes du peuple palestinien.

Le Mouvement Hamas a renouvelé, lors du 23ème anniversaire de sa création, son serment de protéger les droits nationaux et les constantes palestiniens et de travailler sans relâche à la fin de la division interne dans l'arène palestinienne.

"Le Hamas a travaillé en accord avec les enseignements de Sheikh Ahmed Yassin et ses compagnons, qui ont allumé la première étincelle de l'intifada bénie," a déclaré le Hamas lors d'une conférence de presse, lundi, dans la Bande de Gaza.

"Le mouvement Hamas a réussi, grâce à Dieu Tout-Puissant, à établir une structure organisationnelle basée sur une éducation solide, de bonnes mœurs et un engagement constructif. Cette structure a engendré des héros comme les martyrs, les prisonniers, les exilés, les blessés et les personnalités nationales qui se sont transformés en une entreprise intégrée de dirigeants et de cadres rejoints par les masses du peuple palestinien," souligne la déclaration.

**Le communiqué souligne que la Palestine, de la Méditerranée au Jourdain, est la terre des Palestiniens et que le Hamas ne reconnaîtra jamais l'Etat israélien d'occupation et qu'il continuera d'adhérer à l'option de la résistance jusqu'à la libération de la Palestine et de ses lieux saints.**

Dans un communiqué similaire diffusé mardi par le Hamas depuis Damas, le Mouvement a appelé l'Autorité palestinienne (AP) sous contrôle Fatah à cesser de courir après le mirage du processus de paix et à adopter

l'option de la résistance et de la fermeté, soulignant que les droits nationaux sont extorqués par la force et non en les mendians. Il exige aussi du président de facto Mahmoud Abbas qu'il prenne une décision audacieuse et mette fin à la coopération sécuritaire entre ses forces de sécurité et l'occupation israélienne. Dans le même contexte, Mahmoud al-Zahhar, membre du bureau politique du Hamas, a dit dans un communiqué de presse au quotidien jordanien *Assabeel*, lors de cet anniversaire, que son mouvement avait eu de nombreuses réussites pendant 23 ans de lutte de libération de la Palestine. Zahhar a souligné que le Hamas avait réussi à unir la résistance et l'action politique, et que son gouvernement avait réussi à gérer Gaza avec succès malgré le blocus et les complots pour lui nuire.

The Palestinian Information Center,

14.12.2010

(traduction MR)

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14723&type=analyse&lesujet=Histoire>

---

## 4-3 23ème anniversaire du Hamas : La popularité du Hamas est en nette ascension 24/12/2010

Les gens sont venus en masse, sur la place d'Al-Katiba, au centre de la ville de Gaza. Ils sont venus fêter le vingt-troisième anniversaire du Hamas. Ils sont venus exprimer leur résistance, la résistance du peuple palestinien, la résistance du mouvement de la résistance islamique Hamas.

Notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a recueilli les remarques de certains observateurs sur la popularité du Hamas. Tous croient qu'elle est en nette ascension. Elle se consolide de jour en jour. La célébration du jour de la naissance du Hamas de cette façon représente un réel plébiscite soutenant le choix de la résistance et montrant que le Hamas reste toujours fort.

### Popularité en ascension

L'analyste Hani Al-Bassous confirme que ces masses tellement énormes qui viennent célébrer l'anniversaire du Hamas montrent que le Hamas profite d'un soutien sans faille qui se renforce de jour en jour, cette année plus encore que l'année dernière. Ainsi, la popularité du mouvement du Hamas est en ascension au niveau local. Il y a aussi une certaine ascension aux niveaux régional et international.

Les activités affirment l'étendue de l'organisation, l'esprit pratique qui réagit de façon professionnelle face aux événements.

Pour lui, la sortie de ces masses porte beaucoup de sens.

En fait, la grande majorité de la bande de Gaza est sortie pour cette célébration, sans parler de ceux qui la suivent via la radio et la télévision. Quasiment tous les habitants de la bande de Gaza y ont participé.

En Cisjordanie, le Hamas profite du même taux de soutien ; cependant, les gens ne peuvent pas le montrer.

« Je ne pense pas, dit-il, que les masses auraient été moins denses s'il avait été possible d'organiser l'événement ».

### La plus grande foule

Des centaines d'hommes et de femmes ont participé au festival du mouvement du Hamas. Cette année, la foule était beaucoup plus dense que les années précédentes, confirme Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien.

Pour sa part, Mohammed Al-Hindi, chef du mouvement du Jihad Islamique, pense que ces grandes masses confirment l'adoption du choix de la résistance et du djihad par le peuple palestinien.

Et de son côté, l'analyste politique Hassan Abdou croit que ces masses reflètent la force du mouvement du Hamas et leur attachement au choix de la résistance.

Cette façon de célébrer représente pour le mouvement de la résistance islamique Hamas une victoire populaire.

14.12.2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

---

## 5 Conférence

### 5-1 Chomsky : la sauvagerie de l'impérialisme états-unien.

Nb PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Conférence de juin 2010

par Comité Valmy

1. L'empire des États-Unis, le Moyen-Orient et le monde

Noam CHOMSKY

Il est tentant de reprendre depuis le début.

Le début c'était il y a bien longtemps, mais il est utile de revoir certains points d'histoire qui pourront être comparés à la politique actuelle des États-Unis au Moyen-Orient.

Les États-Unis sont un pays très particulier par bien des aspects. Ils sont probablement le seul pays au monde qui soit né empire. C'était un empire enfant – comme George Washington l'a appelé –, et les Pères fondateurs étaient très ambitieux. Le plus libéral d'entre eux, Thomas Jefferson, pensait que l'empire enfant devait s'étendre davantage et devenir le « nid » à partir duquel le continent entier serait colonisé. Cela signifiait se débarrasser des « rouges », les Indiens, lesquels ont effectivement été déplacés ou exterminés. Les Noirs devaient être renvoyés en Afrique dès qu'on n'aurait plus besoin d'eux et les Latins seraient éliminés par une race supérieure.

La conquête du territoire national

Les États-Unis ont été un pays très raciste pendant toute leur histoire, et pas seulement à l'encontre des Noirs. Les idées de Jefferson étaient assez communes, les autres étaient globalement d'accord avec lui. C'est une société de colons. Le colonialisme de peuplement c'est ce qu'il y a de pire comme impérialisme, le genre le plus sauvage parce qu'il requiert l'élimination de la population indigène. Ce n'est pas sans relation, je crois, avec le soutien automatique des États-Unis à Israël, qui est aussi une société coloniale. La politique d'Israël d'une certaine façon fait écho à l'histoire états-unienne, en est une réplique. Et, il y a plus, les premiers colons aux États-Unis étaient des fondamentalistes religieux qui se considéraient être des enfants d'Israël répondant au commandement divin de peupler la terre et de massacrer les Amalécites, etc. C'est tout près d'ici, les premiers colons, au Massachusetts.

Tout cela était fait avec les meilleures intentions. Ainsi, par exemple, le Massachusetts (le Mayflower et toute cette histoire) a reçu sa Charte de la part du roi d'Angleterre en 1629. La Charte chargeait les colons de sauver les populations locales des affres du paganisme. D'ailleurs si vous regardez le sceau de la Bay Colony du Massachusetts vous voyez un Indien qui tient une flèche pointée vers le bas en signe de paix. Et devant sa bouche il est écrit « Come over and help us » [« Venez et aidez-nous »]. C'est l'un des premiers exemples de ce qu'on appelle aujourd'hui l'interventionnisme humanitaire. Et ce n'est qu'un exemple, il y a bien d'autres cas au cours de l'histoire, et cela dure jusqu'à nos jours. Les Indiens demandaient aux colons de venir et de les aider et les colons suivaient gentiment le commandement leur demandant de venir et de les aider. En fait nous les aidions en les exterminant.

Après coup on a trouvé ça bizarre. Dans les années 1820, un membre de la Cour suprême a écrit à ce propos. Il dit qu'il est assez étrange que, malgré toute notre bienveillance et notre amour pour les Indiens, ils dépérissent et disparaissent comme les « feuilles d'automne ». Comment était-ce possible ? Il a fini par en conclure que la volonté divine est « au-delà de la compréhension humaine ». C'est simplement la volonté de Dieu. Nous ne pouvons pas espérer comprendre. Cette conception – appelée le providentialisme – selon laquelle nous suivons toujours la volonté de Dieu existe encore aujourd'hui. Quoi que nous fassions nous suivons la volonté de Dieu. C'est un pays extrêmement religieux, unique en son genre en matière de religiosité. Une grande partie de la population – je ne me souviens plus du chiffre, mais il est assez élevé – croit littéralement ce qui est écrit dans la Bible. Le soutien total à Israël est l'une des conséquences de tout cela, parce que Dieu a promis la terre promise à Israël. Donc nous devons les soutenir.

Les mêmes personnes – une part importante des plus importants défenseurs d'Israël – sont des anti-sémites, parmi les plus extrémistes du monde. À côté d'eux Hitler semble assez modéré. Leur perspective est l'élimination des Juifs après Armageddon. Il y a tout un tas d'histoires à ce propos, lesquelles sont crues, littéralement, jusqu'à un très haut niveau – probablement des gens comme Reagan, George W. Bush, et d'autres. Cela n'est pas sans lien avec l'histoire colonialiste du sionisme chrétien – il précède le sionisme juif, et il est beaucoup plus puissant. C'est l'une des raisons qui expliquent le soutien automatique et inconditionnel à Israël.

La conquête du territoire national est une histoire assez laide. Certaines des personnes les plus honnêtes l'ont reconnu, comme John Quincy Adams, qui était l'un des grands stratèges de l'expansionnisme – le théoricien de la Destinée manifeste, etc. À la fin de sa vie, longtemps après ses propres crimes, il se lamentait sur le sort de ceux qu'il appelait « la malheureuse race des indigènes américains, que nous exterminons sans pitié et avec une perfide cruauté ». Il a dit que ce serait l'un des péchés pour lesquels le Seigneur allait nous punir. Nous attendons encore.

Ses idées sont jusqu'à nos jours tenues en haute considération. Il y a un livre de référence, universitaire, écrit par John Lewis Gaddis, un grand historien états-unien, qui concerne les racines de la doctrine Bush. Gaddis, avec raison, présente la doctrine Bush comme héritière de la grande stratégie de John Quincy Adams. Il dit que c'est un concept qui existe tout au long de l'histoire des États-Unis. Il en fait l'éloge, il considère que c'est la conception correcte – nous devons assurer notre sécurité, l'expansion est le moyen de la sécurité, et vous ne pouvez pas vraiment assurer votre sécurité sans tout contrôler. Donc nous devons nous déployer, non seulement dans l'hémisphère, mais partout dans le monde. C'est la doctrine Bush.

Au moment de la Deuxième Guerre mondiale, sans entrer dans les détails...

Bien que les États-Unis aient été depuis longtemps et de loin le pays le plus riche du monde, ils jouaient un rôle secondaire sur la scène mondiale. L'acteur principal c'était la Grande-Bretagne – et y compris la France avait une plus grande présence dans le monde. La Deuxième Guerre mondiale a changé tout cela. Les stratèges états-uniens durant la Deuxième Guerre mondiale, les planificateurs de Roosevelt, ont dès le début de la guerre très bien compris qu'au bout du compte les États-Unis allaient se retrouver dans une position de supériorité absolue. Alors que la guerre se déroulait – les Russes terrassaient les Allemands, ils ont à ce moment presque gagné la guerre en Europe – on avait compris que les États-Unis seraient dans une position de domination encore plus nette. Et ils ont donc élaboré des plans pour la configuration du monde de l'après-guerre. Les États-Unis auraient le contrôle total d'une zone qui comprendrait l'hémisphère occidental, l'Extrême-Orient, l'ex-Empire britannique, la

plus grande partie possible de l'Eurasie, incluant donc l'Europe occidentale et son importante infrastructure commerciale et industrielle. C'est le minimum. Le maximum c'est le monde entier ; et bien entendu c'est ce dont nous avons besoin pour notre sécurité. Dans cette zone les États-Unis auraient le contrôle incontesté et empêcheraient tous les pays d'aller vers davantage de souveraineté.

Les États-Unis se trouvent à la fin de la guerre dans une position de domination et de sécurité sans équivalent dans l'histoire. Ils ont la moitié de la richesse mondiale, ils contrôlent tout l'hémisphère occidental et les deux rives des deux océans. Ce n'était pas un contrôle total. Les Russes étaient là et il y avait encore quelques parties hors de contrôle, mais l'expansion avait été remarquable. Juste au centre se trouvait le Moyen-Orient.

Adolf A. Berle, une personnalité libérale, qui fut très longtemps le conseiller du président Roosevelt, mettait l'accent sur le fait que contrôler le pétrole du Moyen-Orient signifierait dans une bonne mesure contrôler le monde. Cette doctrine reste inchangée, elle est encore en vigueur actuellement et c'est l'un des facteurs essentiels pour décider des orientations politiques.

Après la Deuxième Guerre mondiale

Durant la Guerre froide les décisions politiques étaient invariablement justifiées par la menace russe. C'était dans une bonne mesure une menace fictive. Les Russes géraient leur propre petit empire avec un prétexte similaire, la menace états-unienne. Ce rideau de fumée n'existe plus depuis la chute de l'Union soviétique. Pour ceux qui veulent comprendre la politique étrangère de États-Unis, un point qui de toute évidence devrait être observé c'est ce qui est arrivé après la disparition de l'Union soviétique. C'est naturellement le point qu'il faut observer, et il s'ensuit presque automatiquement que personne ne l'observe. On en parle à peine dans la littérature universitaire alors qu'il est évident que c'est ce que vous devez regarder pour comprendre la Guerre froide. En fait si vous regardez vous obtenez des réponses tout à fait claires. Le président à l'époque était George Bush I.

Immédiatement après la chute du mur de Berlin, il y a eu une nouvelle stratégie de sécurité nationale, un budget de la défense, etc. C'est très intéressant. Le message principal est le suivant : rien ne va changer sauf les prétextes. Donc nous avons encore besoin, disaient-ils, d'une force militaire gigantesque, non pas pour nous défendre des hordes russes parce que ça n'existe plus, mais à cause de ce qu'ils ont appelé la « sophistication technologique » de certains pouvoirs dans le Tiers monde. Maintenant si vous êtes une personne bien éduquée, bien formée, qui vient de Harvard, etc., vous n'êtes pas supposé rire quand vous entendez ça. Et personne n'a ri. En fait je pense que personne n'en a rendu compte. Donc, disaient-ils, nous devons nous protéger de la sophistication technologique des puissances du Tiers monde et nous devons maintenir ce qu'ils ont appelé la « base industrielle de la défense » – un euphémisme pour parler de l'industrie high-tech (les ordinateurs, Internet, etc.), qui dépend principalement du secteur étatique, sous le prétexte de la défense.

Concernant le Moyen-Orient... Ils disaient que nous devons maintenir nos forces d'intervention, la plupart d'entre elles au Moyen-Orient. Puis vient une phase intéressante. Nous devons faire barrage pour contenir l'ennemi. Nous devons maintenir les forces d'intervention au Moyen-Orient pour défendre nos intérêts, la région qui « ne pouvait pas être offerte en cadeau au Kremlin ». En d'autres termes, désolés les gars, nous vous avons menti pendant 50 ans, mais maintenant que le prétexte n'existe plus, nous vous dirons la vérité. Le problème au Moyen-Orient est ce qu'on appelle le nationalisme radical. « Radical » signifie simplement indépendant. C'est un terme qui signifie « ne suit pas les ordres ». Le nationalisme radical peut être de différentes sortes. L'Iran en est un bon exemple.

La menace du nationalisme radical

En 1953 la menace iranienne c'était un nationalisme laïque. Après 1978 c'est le nationalisme religieux. En 1953 on a renversé le régime parlementaire et on a installé un dictateur beaucoup plus à notre goût. Ce n'était pas un secret. Le New York Times, par exemple, dans un éditorial, se réjouissait du renversement du gouvernement iranien, estimant qu'il s'agissait d'une bonne « leçon de choses » pour les petits pays qui devenant fous, emportés par le nationalisme radical, rejettent toute autorité et veulent contrôler eux-mêmes leurs ressources. Ce sera une leçon de choses pour eux : n'essayez pas ce genre de bêtises, et certainement pas dans cette région dont nous avons besoin pour contrôler le monde. C'était en 1953.

Depuis le renversement du tyran imposé par les États-Unis en 1979 l'Iran a continuellement été attaqué par les États-Unis. Au début Carter a essayé de répondre au renversement du shah en organisant un coup d'État. Ça n'a pas marché. Les Israéliens – l'ambassadeur... il y avait des relations très proches entre Israël et l'Iran sous le shah, bien que théoriquement il n'y eût pas de relations formelles – ont fait savoir que si nous pouvions trouver des officiers disposés à tuer 10 000 personnes dans les rues, nous pourrions rétablir le régime du shah. Zbigniew Brzezinski, le conseiller de Carter à la sécurité nationale, avait à peu près les mêmes idées. Mais ça n'a pas vraiment marché. Les États-Unis ont alors immédiatement soutenu Saddam Hussein, pour qu'il envahisse l'Iran. Et ce n'est pas une mince affaire. Des centaines de milliers d'Iraniens ont été massacrés. Les gens qui sont à la tête de l'Iran actuellement sont des vétérans de cette guerre et ils ont une claire conscience du fait que l'ensemble du monde est contre eux – les Russes, les États-Unis, tout le monde soutenait Saddam Hussein, tout le monde voulait renverser le nouvel État islamique.

Ce n'est pas peu de choses. Le soutien des États-Unis à Saddam Hussein est allé très loin.

Les crimes de Saddam – comme le génocide d'Anfal, massacre de Kurdes – étaient niés.

Le gouvernement Reagan les démentait et les attribuait à l'Iran.

À l'Irak on a même donné un privilège rare. C'est le seul pays, avec Israël, qui a pu attaquer un navire états-unien et s'en sortir impunément. Dans le cas d'Israël c'était le USS Liberty en 1967. Dans le cas de l'Irak c'était le USS Stark en 1987 – un navire qui appartenait à la flotte états-unienne protégeant les convois irakiens des



attaques iraniennes pendant la guerre. Ils ont attaqué le navire avec des missiles français, ils ont tué plusieurs dizaines de marins – et ils n'ont reçu qu'une petite tape sur la main, rien de plus.

Le soutien des États-Unis était tel que c'est quasiment eux qui ont remporté la guerre pour l'Irak. Une fois la guerre finie, le soutien des États-Unis à l'Irak a continué. En 1989 George Bush I a invité des ingénieurs nucléaires irakiens aux États-Unis, pour qu'ils reçoivent des formations de pointe dans le domaine des armes nucléaires. C'est l'une de ces petites choses qu'on cache parce que quelques mois plus tard Saddam est devenu un mauvais garçon. Il a désobéi aux ordres. Juste après cela il y a eu de terribles sanctions, etc.

La menace iranienne

Pour en revenir à notre époque, dans la littérature sur la politique étrangère et dans les commentaires généraux ce que vous lisez généralement c'est que le problème le plus important pour les États-Unis était et reste la menace iranienne. Qu'est-ce que c'est que cette menace iranienne au juste ? Nous disposons d'une source qui fait autorité sur ce point. C'était il y a quelques mois : un compte rendu au Congrès des États-Unis émanant du département de la défense et des services d'intelligence. Tous les ans ils font un compte rendu au Congrès sur la situation mondiale en matière de sécurité. Le dernier compte rendu, celui d'avril dernier, comporte une partie qui concerne l'Iran, bien sûr, la plus grande menace. Il est important de lire ce compte rendu. Ce qu'ils disent c'est que, quoi qu'il en soit de la menace iranienne, ce n'est pas une menace militaire. Ils disent que les dépenses militaires iraniennes sont plutôt basses, y compris si on les compare aux pays de cette région ; et si on les compare à celles des États-Unis, elles sont insignifiantes – probablement moins de 2% de nos dépenses militaires. Par ailleurs ils disent que la doctrine militaire iranienne est basée sur le principe de la défense du territoire national, elle est conçue pour contenir une invasion pendant un temps suffisant pour rendre possible le passage à l'action diplomatique. Voilà la doctrine militaire des Iraniens. Ils disent qu'il est possible que l'Iran pense aux armes nucléaires. Ils ne vont pas plus loin que cela, mais ils disent que si les Iraniens développaient des armes nucléaires ce serait dans le cadre de leur stratégie défensive, afin de prévenir une attaque, ce qui est une éventualité assez réaliste. Le plus grand pouvoir militaire de l'histoire – c'est-à-dire nous –, qui leur a toujours été extrêmement hostile, occupe deux pays frontaliers de l'Iran et menace ouvertement d'attaquer ce pays. Israël, État client des États-Unis, lance les mêmes menaces. Voilà pour le côté militaire de la menace iranienne telle qu'identifiée dans le Military Balance.

Ils disent par ailleurs que l'Iran est une menace majeure parce que ce pays tente d'étendre son influence dans les pays voisins. On appelle cela déstabilisation. Ils œuvrent à la déstabilisation dans les pays voisins en tentant d'augmenter leur influence et cela est un problème pour les États-Unis, parce que les États-Unis tentent d'apporter la stabilité. Lorsque les États-Unis envahissent un pays c'est pour apporter la stabilité – un terme technique dans la littérature des relations internationales qui signifie obéissance aux ordres des États-Unis. Donc lorsque nous envahissons l'Irak ou l'Afghanistan, c'est pour créer de la stabilité.

Si les Iraniens essaient d'accroître leur influence, juste chez leurs voisins, c'est déstabilisant. Cette doctrine, comme tant d'autres, est élaborée dans les universités. Un commentateur libéral et ex-éditeur de Foreign Affairs, James Chase, a même pu dire sans crainte du ridicule que les États-Unis devaient déstabiliser le Chili d'Allende pour apporter la stabilité – c'est-à-dire la soumission aux États-Unis.

Qu'est-ce que le terrorisme ?

La deuxième menace iranienne c'est le soutien au terrorisme.

### **Qu'est-ce que le terrorisme ?**

On nous donne deux exemples du soutien de l'Iran au terrorisme : son soutien au Hezbollah libanais et son soutien au Hamas palestinien. Quoi que vous pensiez du Hezbollah et du Hamas – vous pensez peut-être que c'est ce qu'il y a de pire au monde –, qu'est-ce qui fait qu'on les considère terroristes ?

Bon, le « terrorisme » du Hezbollah est fêté tous les ans au Liban le 25 mai, fête nationale libanaise qui célèbre l'expulsion des envahisseurs israéliens du Liban en 2000. La résistance du Hezbollah et sa guerre de guérilla avaient fini par obliger Israël à se retirer du Sud-Liban, mettant fin à une occupation de 22 ans, avec son lot de terreur, de violence, de torture – occupation maintenue en violation des ordres du Conseil de sécurité de l'ONU. Donc Israël a finalement quitté le Liban et c'est le jour de la Libération au Liban. Voilà globalement ce qui est considéré comme le terrorisme du Hezbollah. C'est comme ça qu'il est décrit.

En fait, en Israël c'est même décrit comme une agression. Vous pouvez lire la presse israélienne ces jours-ci et des politiciens de premier plan disent que c'était une erreur de se retirer du Sud-Liban parce que cela permet à l'Iran de poursuivre son « agression » contre Israël, agression qui a commencé en 2000 avec le soutien à la résistance contre l'occupation israélienne. C'est considéré comme une agression contre Israël. Ils ont les mêmes principes que les États-Unis, nous disons la même chose. Voilà pour le Hezbollah. Il y a d'autres actes que vous pourriez critiquer, mais voilà ce qu'est le terrorisme du Hezbollah.

Un autre crime commis par le Hezbollah c'est que la coalition dont il est l'élément principal a largement emporté les dernières élections parlementaires ; mais en raison du principe communautariste qui prévaut pour l'assignation des sièges ils n'ont pas reçu la majorité des sièges. Thomas Friedman [du New York Times] a donc versé des larmes de joie, comme il l'a lui-même expliqué, lors de ces merveilleuses élections libres au Liban, le président Obama ayant battu le président iranien Ahmadinejad. D'autres se sont joints à cette célébration. Autant que je sache personne n'a rendu compte des véritables résultats électoraux.

### **Et le Hamas ?**

Hamas est devenu une menace sérieuse – une organisation terroriste importante – en janvier 2006 lorsque les Palestiniens ont commis un crime vraiment grave. C'était au moment des premières élections libres jamais tenues dans le monde arabe et les Palestiniens ont voté comme il ne fallait pas. C'est inacceptable pour les États-Unis.

Immédiatement, sans la moindre hésitation, les États-Unis et Israël ont fait savoir qu'ils prenaient la décision de punir les Palestiniens pour ce crime.

Juste après vous avez pu lire dans le New York Times deux articles qui se côtoyaient – l'un des deux parlant de notre amour pour la démocratie, ce genre de choses, et l'autre parlant de nos projets de punition contre les Palestiniens parce qu'ils avaient mal voté aux élections de janvier. Aucune contradiction.

Les Palestiniens avaient dû subir bien des punitions avant les élections, mais elles ont été accentuées après – Israël est allé jusqu'à couper l'alimentation en eau à la bande de Gaza, si aride. Au mois de juin Israël avait déjà lancé 7 700 roquettes sur Gaza. Tout cela s'appelle défense contre le terrorisme. Puis les États-Unis, et Israël, avec la coopération de l'Autorité palestinienne, ont essayé d'organiser un coup pour renverser le gouvernement élu. Ils ont échoué et le Hamas a pris le contrôle de Gaza. Après cela le Hamas est devenu l'une des principales forces terroristes au monde. Vous pouvez leur faire beaucoup de critiques – leur façon de traiter leur propre population par exemple – mais le terrorisme du Hamas est assez difficile à prouver. Les accusations actuelles concernent les roquettes lancées de Gaza sur les villes israéliennes frontalières. C'est la justification qui a été donnée pour l'opération « plomb durci » (l'invasion israélo-états-unienne de décembre 2008) et aussi pour l'attaque israélienne contre la Flotille de la paix en juin 2010, dans les eaux internationales. Neuf personnes avaient alors été tuées.

Il n'y a que dans un pays très endoctriné que vous pouvez entendre ces choses ridicules et ne pas rire. Passons sur la comparaison entre les roquettes Qassam et le terrorisme que les États-Unis et Israël pratiquent constamment. L'argument n'a absolument aucune crédibilité pour une raison bien simple : Israël et les États-Unis savent très bien comment arrêter les tirs de roquettes : par des moyens pacifiques. En juin 2008 Israël a accepté un cessez-le-feu avec le Hamas. Israël ne l'a pas vraiment respecté – ils étaient supposés ouvrir les frontières et ils ne l'ont pas fait – mais le Hamas l'a respecté. Vous pouvez vérifier sur les sites officiels israéliens ou écouter leur porte-parole officiel, Mark Regev : ils sont d'accord pour dire que durant le cessez-le-feu le Hamas n'a pas lancé une seule roquette.

Israël a rompu le cessez-le-feu en novembre 2008 en envahissant Gaza et en tuant une demi-douzaine de militants du Hamas. Quelques roquettes ont alors été lancées, puis Israël a lancé une attaque bien plus importante. Il y a eu des morts, tous palestiniens. Hamas a proposé le retour au cessez-le-feu. Le gouvernement israélien a évalué l'offre, puis l'a rejetée, optant pour le recours à la violence. Quelques jours plus tard il y a eu l'attaque israélo-états-unienne contre Gaza.

Aux États-Unis, et en Occident de façon générale, y compris les organisations de défense des droits humains, y compris le rapport Goldstone, on considère comme une évidence le droit d'Israël à se défendre en utilisant la force. Il y a eu des critiques disant que l'attaque était disproportionnée, mais cela est secondaire par rapport au fait qu'Israël n'avait absolument pas le droit d'utiliser la force. Vous n'avez aucune justification pour l'utilisation de la force tant que vous n'avez pas épuisé les recours pacifiques. Dans ce cas les États-Unis et Israël n'avaient non seulement pas épuisé les recours pacifiques, ils avaient rejeté tout recours aux moyens pacifiques, alors que c'était parfaitement possible et ils le savaient bien. Ce principe selon lequel Israël a le droit de lancer des attaques militaires est tout bonnement un fascinant cadeau.

Quoi qu'il en soit, que l'Iran essaie d'étendre son influence et que l'Iran soutienne le Hezbollah et le Hamas c'est, du point de vue des services d'intelligence et du département de la défense, ce qui constitue son soutien au terrorisme.

Noam Chomsky

Source : <http://www.zcommunications.org/u-s-...>

Traduction : Numancia Martínez Poggi

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1011>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19